

DANS L'ACTUALITE du 9 au 11 mars 2013

Textes officiels

JO n° 0059 du 9 mars 2013

[Arrêté du 27 février 2013 fixant les catégories d'actes et de délibérations publiées au Bulletin officiel de Réseau ferré de France](#)

Jurisprudence

Contrat public

L'accord autonome dans les contrats de partenariat public-privé

Le tribunal administratif de Bordeaux apporte des précisions sur le recours, par les acteurs des partenariats public-privé, à des « accords autonomes » qui garantissent les établissements bancaires contre les risques de fin anticipée du contrat, notamment en cas de recours à son encontre.

TA Bordeaux 19 déc. 2012 *M. R.*, req. n° 1105079

Administratif

De l'aliénation forcée des actions détenue par les personnes publiques

Le Conseil d'Etat puis la Cour d'appel de Paris viennent, à l'occasion de l'application d'une procédure d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire à des actions détenues par un département dans le capital d'une société d'autoroute, de prendre position sur bon nombre de questions de contentieux administratif et droit administratif des biens.

[CE 4 juil. 2012 Département de Saône-et-Loire, req. n° 356168](#)

CA Paris 29 nov. 2012 *Département de Saône-et-Loire c/ Sté Autoroute Paris-Rhin-Rhône (APRR) et Sté Eiffarie*, req. n° 2012/18633

Réponse ministérielle

Contrat public

Délégation de service public

Question portant sur la possibilité d'autoriser une régularisation des dossiers de candidature dans le cadre d'une procédure de passation de DSP.

[Rép. min. n° 3446, JO Sénat du 28/02/2013](#)

Code des marchés publics

Question portant sur l'applicabilité du Code des marchés publics aux prestations d'un expert mandaté dans le cadre d'une procédure contentieuse

[Rép. min. n° 16049, JO AN du 26/02/2013.](#)

Précisions ministérielles sur les achats publics en ligne

Sur les limites réglementaires rencontrées par les collectivités territoriales souhaitant réaliser des achats sur internet

[Rép. min. n° 10738, JO AN du 12/02/2013](#)

Urbanisme

Application de l'article L. 480-8 du code de l'urbanisme

Le recouvrement des astreintes prononcées en matière d'urbanisme nécessite-t-il toujours le recours aux comptables du Trésor ?

[Rép. min. n° 770, JO Sénat du 21/02/2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Arnaud Montebourg : mettre la commande publique au service de la réindustrialisation

[399 entreprises soutenues, 59 961 emplois préservés sur 70.909 concernés : c'est le nouveau bilan du redressement productif présenté par Arnaud Montebourg, le 8 mars, devant les 22 commissaires au redressement productif réunis à Bercy. Des commissaires invités à se rapprocher des collectivités pour promouvoir le "made in France" dans les marchés publics.](#)

Source : locatis.info du 08/03/2013

Environnement

Coopération renforcée entre la Datar et RTE sur la transition énergétique

[RTE, la filiale d'EDF qui gère le réseau de lignes électriques à haute tension, et la Datar \(Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale\) ont conclu ce 8 mars un protocole pour travailler ensemble sur les enjeux territoriaux de la transition énergétique.](#)

Source : locatis.info du 08/03/2013

Vu dans les revues

Contrat public

Contrats publics n° 130 – mars 2013, p. 25-55, *Dossier : Quel(s) contrat(s) pour l'éclairage public ?*

Contrats publics n° 130 – mars 2013, p. 58-61, *La langue du contrat*, par Yves CLAISSE et Nicolas SAGNE

Contrats publics n° 130 – mars 2013, p. 63-68, *Prise en compte du risque d'inflation dans les marchés : méthodologie et pratique*, par Olivier BARRAUD et Xavier BLANCHARD

Contrats publics n° 130 – mars 2013, p. 69-71, *In-house, vous avez dit in-house ?*, par Jean-Marc PEYRICAL

Administratif

AJDA n° 9 – 11 mars 2013 p. 506-513, *Questions sur l'annulation des transactions*, par Alexis ZARCA

AJDA n° 9 – 11 mars 2013 p. 514-521, *La déclaration administrative préalable à l'exercice d'une activité*, par Thomas M'SAÏDIE

La gazette n° 10/2164 – 11 mars 2013 p. 15, *Décentralisation, avant-projet de loi : pleins feux sur les ultimes arbitrages gouvernementaux*, par Jean-Baptiste FORRAY